

**Service de l'eau et des risques  
Bureau police de l'eau**  
Tél : 03.80.29.43.57  
mél : ddt-ser-pe@cote-dor.gouv.fr

**Arrêté préfectoral n°1084 du 16 septembre 2022**  
portant constat de franchissement de seuils entraînant la limitation ou la suspension  
provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département  
de la Côte-d'Or

Préfet de la Côte-d'Or

**VU** le code de l'environnement et notamment l'article L.211-3 ;

**VU** le code de la santé publique et notamment son titre II ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2212-2-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n° 374 du 29 juin 2015 en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Côte-d'Or modifié par l'arrêté préfectoral n° 1000 du 10 juillet 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n° 615 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or ;

**VU** l'arrêté cadre interdépartemental n°649 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°989 du 19 août 2022 portant constat de franchissement de seuils entraînant la limitation ou la suspension provisoire de certains usages de l'eau sur une partie du territoire du département de la Côte-d'Or ;

**VU** le bulletin hydrologique réalisé par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en date du 12 septembre 2022 ;

**VU** l'avis du comité départemental ressources en eau réuni le 15 septembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau constatée par les relevés établis par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne Franche-Comté ;

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral cadre n° 615 du 20 mai 2022 et de l'arrêté cadre interdépartemental n° 649 du 20 mai 2022 susvisés, le préfet de département peut, pour certaines activités et par mesure transitoire, autoriser le maintien des mesures de restriction publiées antérieurement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

## A R R Ê T E

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Constat de franchissement des seuils**

Le tableau ci-dessous fixe pour chaque zone d'alerte le niveau de gravité constaté (seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée, de crise) :

| N° de la zone d'alerte | Bassin versant Rhône-Méditerranée     | Constat de franchissement de seuils |
|------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| RM 1                   | Saône moyenne                         | Crise                               |
| RM 2                   | Tille amont – Ignon – Venelle         | Crise                               |
| RM 3                   | Vingeanne                             | Alerte renforcée                    |
| RM 4                   | Bèze – Albane                         | Alerte renforcée                    |
| RM 5                   | Tille aval – Norges                   | Alerte renforcée                    |
| RM 6                   | Vouge – Biètre – Cent Fonts           | Crise                               |
| RM 7                   | Bouzaise – Lauve – Rhoin – Meuzin     | Crise                               |
| RM 8                   | Dheune – Avant Dheune                 | Vigilance                           |
| RM 9                   | Ouche amont – Suzon – Vandenesse      | Alerte                              |
| RM 10                  | Ouche aval                            | Crise                               |
|                        | <b>Bassin versant Seine-Normandie</b> |                                     |
| SN 11                  | Serein amont – Romanée                | Crise                               |
| SN 12                  | Armançon amont – Brenne               | Alerte                              |
| SN 13                  | Châtillonnais*                        | Alerte renforcée                    |
|                        | <b>Bassin versant Loire-Bretagne</b>  |                                     |
| LB 14                  | Arroux – Lacanche                     | Crise                               |

\* La zone d'alerte du Châtillonnais regroupe la Seine, l'Ource, l'Aube, la Laignes et la Petite Laignes

La carte départementale constatant cette situation et la liste des communes concernées par un franchissement de seuils figurent en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : Mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau**

Dans les zones d'alerte concernées par un franchissement de seuils comme indiqué à l'article 1, les mesures de restriction des usages de l'eau associées au niveau de gravité par usages s'appliquent selon les dispositions prévues par :

- Pour la zone d'alerte « RM1 Saône moyenne » :

l'arrêté cadre interdépartemental n° 649 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône.

Le tableau des mesures est rappelé en annexe 3 du présent arrêté.

- Pour les autres zones d'alerte du département :

l'arrêté préfectoral cadre n° 615 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or.

Le tableau des mesures est rappelé en annexe 4 du présent arrêté.

## **ARTICLE 3 : Mesure transitoire pour les usages agricoles, industriels et commerciaux**

La mesure transitoire prévue par l'article 7 de l'arrêté préfectoral cadre n° 615 du 20 mai 2022 et de l'arrêté cadre interdépartemental n° 649 du 20 mai 2022 susvisés est mise en œuvre pour les usages agricoles, industriels et commerciaux.

Pour ces usages, les mesures de restriction applicables sont celles prévues par l'arrêté cadre n° 374 du 29 juin 2015 modifié par l'arrêté préfectoral n° 1000 du 10 juillet 2021.

Ces mesures sont rappelées en annexe 5 du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 : Publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or ainsi que sur le site internet des services de l'État en Côte-d'Or - <http://www.cote-dor.gouv.fr>

Il sera disponible sur le site internet national PROPLUVIA - <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr>

Il sera transmis aux maires du département aux fins d'affichage.

## **ARTICLE 5 : Durée de validité de l'arrêté**

Ces mesures s'appliquent à compter de la parution du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture jusqu'au 15 novembre 2022. Elles pourront être revues et complétées en tant que de besoin, en cas de modifications des conditions météorologiques ou hydrologiques, tel qu'il est prévu par l'arrêté cadre n° 615 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or et par l'arrêté cadre interdépartemental n° 649 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône.

## **ARTICLE 6 : Sanctions**

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une contravention de 5<sup>ème</sup> classe.

## **ARTICLE 7 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral n° 989 du 19 août 2022 portant constat de franchissement de seuils entraînant la limitation ou la suspension provisoire de certains usages de l'eau sur une partie du territoire du département de la Côte-d'Or est abrogé.

## **ARTICLE 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, la sous-préfète de Beaune, la sous-préfète de Montbard, la directrice départementale des territoires de la Côte-d'Or, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne Franche-Comté, le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne Franche-Comté, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale ayant compétence en matière d'alimentation en eau potable, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 16 septembre 2022

Le préfet,  
*signé*

Fabien SUDRY

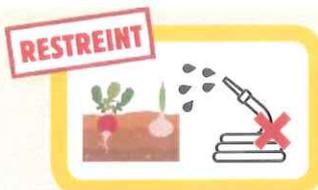
**Usages domestiques** quelle que soit la ressource : eau potable, puits ou forage, source privée. L'arrosage et l'irrigation ne sont pas concernés par ces mesures si l'eau utilisée provient de réserves d'eau de pluie captée sur des toitures et plate-formes imperméables.

**- NIVEAU 3 - ALERTE RENFORCÉE -**



**Interdit d'arroser les pelouses, massifs fleuris et plantes en pot**

**sauf** pour les plantes en pot si utilisation du goutte à goutte, sans contrainte horaire



**Interdit entre 9h et 20h d'arroser les jardins potagers**



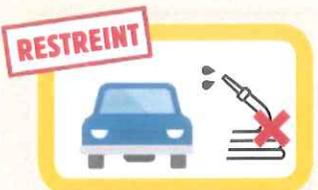
**Interdit d'arroser les espaces verts**

Seuls les arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 3 ans peuvent être arrosés entre 20h et 9h



**Interdit de nettoyer les façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées**

**sauf** si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel avec du matériel haute pression



**Interdit de laver les véhicules**

hors stations de lavage professionnelles munies de matériel haute pression



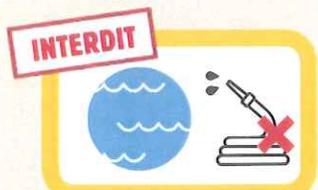
**Interdit de remplir les piscines privées et baignoires de plus d'1 m<sup>3</sup>**

**sauf** remise à niveau et sauf première mise en eau après accord du gestionnaire du réseau AEP si le chantier a débuté avant les premières restrictions



**Interdit d'alimenter les fontaines**

publiques et privées en circuit ouvert



**Interdit de remplir les plans d'eau, de vidanger les plans d'eau**

**sauf** pour les usages nécessaires à une activité commerciale régulièrement inscrite au registre du commerce ou disposant d'un agrément de pisciculture sous autorisation du service police de l'eau concerné



**Interdit entre 9h et 20h d'arroser les terrains de sport y compris les hippodromes**



Les collectivités, les agriculteurs, les industriels, les golfs sont également concernés par des restrictions d'usage de l'eau via des dispositions spécifiques.

Retrouvez l'ensemble des mesures prises sur le site internet des services de l'État en Côte-d'Or

Rubriques Politiques publiques > Environnement > Eau > Gestion de la ressource en eau > Gestion de l'étiage > Episodes de sécheresse